

De nombreux collègues d'un peu partout au Canada ont posé des questions à l'équipe du Projet de l'ARUCC sur la déclaration de Groningue et la mobilité étudiante à propos d'un article récent paru dans « Academica ». L'article traitait de la reconnaissance des diplômés et de la technologie de la chaîne de blocs (blockchain). On y fait référence au groupe de recherche sur la certification des titres par chaîne de blocs; un groupe récemment créé et auquel participent neuf universités de calibre international, dont University of Toronto. Ci-dessous, un communiqué de Charmaine Hack, présidente du Comité directeur.

Bonjour,

Ce genre de recherche cadre parfaitement avec l'initiative de Groningue – qui plus est, elle contribue à maintenir notre élan! L'initiative n'est pas directement liée au réseau national d'échange de données d'études piloté par l'ARUCC, cependant nous avons discuté de la question avec UofT, MIT et Monterrey pour en apprendre davantage sur leurs travaux. Bien que la technologie de la chaîne de blocs devienne bientôt un incontournable, en ce qu'elle permet d'offrir aux étudiants l'accès à leurs diplômes et autres titres par le biais de leurs cellulaires, elle n'offre pas de solution aux questions critiques que l'on vise à résoudre avec un réseau national, soit la mobilité étudiante, l'efficacité des établissements et la création de connexions fiables pour les échanges officiels de données étudiantes.

En mai 2019, alors que nous étions à Puebla au Mexique pour participer au Sommet de la déclaration de Groningue de 2019, quelques-uns parmi nous, du Comité directeur de l'ARUCC sur la déclaration de Groningue et la mobilité étudiante, ont rencontré des représentants de Monterrey. Ces échanges, en plus de nos conversations antérieures avec MIT, nous ont permis de comprendre que, bien que cette initiative place les diplômes et autres titres directement dans les mains des étudiants, les établissements d'enseignement postsecondaire devront tout de même vérifier le caractère officiel des documents auprès des établissements d'attache ou auprès de dépôts centraux mandatés par le gouvernement pour des fins d'admission ou d'autres besoins officiels.

Selon MIT et Monterrey, cette initiative ne remplace pas d'autres processus de partage de relevés de notes, dont la création d'un réseau national. Par exemple, Monterrey travaille présentement sur un réseau national, tout comme nous le faisons, pour permettre la vérification des relevés officiels en plus de fournir la possibilité de consulter les titres d'un étudiant par le biais de la technologie de la chaîne des blocs. Les réseaux nationaux sont également nécessaires puisque la chaîne des blocs ne permet pas le traitement électronique des données, c.-à-d. qu'elle n'offre pas de capacité de téléchargement des données d'études, ce qui aurait pour effet d'optimiser l'efficacité des établissements ou de permettre l'automatisation; elle ne suffit pas à résoudre l'écart du manque de connectivité avec des régions telles que la Chine et l'Inde; et elle requiert la mise en place d'un centre de service pour la gestion des clefs, afin de venir en aide aux utilisateurs qui égareraient leurs clefs. En effet, une clef distincte est attribuée aux documents

selon l'établissement, de sorte que les étudiants et autres utilisateurs pourraient avoir à conserver des clefs *multiples*. Si les clefs sont perdues, l'établissement doit révoquer et réémettre le titre en question, c.-à-d. recommencer le processus au complet avec l'étudiant. Il s'agit d'un enjeu pour lequel aucune solution efficace n'a encore été trouvée et qui est commune à toutes les initiatives chaîne de blocs que nous avons pu voir jusqu'à maintenant.

Pour le moment, la technologie de la chaîne de blocs s'avérerait utile pour les étudiants qui font leur transition vers le marché du travail, mais ne résout pas les écarts ÉPS qui existent à travers le Canada. Pour plus de renseignements à propos de la chaîne de blocs, nous vous invitons à consulter ce court [article](#) en anglais, préparé par Andy Dowling, PDG de Digitary et fournisseur de *My eQuals*, le système de partage et de validation des données d'études pour les étudiants d'Australie et de Nouvelle-Zélande.

Foncièrement, un carrefour national servirait à relier la gamme des initiatives qui émergent de divers endroits au Canada en fournissant un guichet unique reconnu à la grandeur du Canada et du globe pour pouvoir partager des diplômes, des titres de compétence, et des qualifications professionnelles. Le meilleur moyen de faciliter la mobilité des citoyens canadiens et des étudiants provenant d'autres pays est par la mise en place d'initiatives institutionnelles locales et collaboratives ET d'un réseau national qui relie le tout sous un écosystème d'échange de données, unique, identifiable et fiable.

Salutations distinguées,

Charmaine Hack
Président, Projet
Ancien président, ARUCC (2016-2018)
Registraire, Université Ryerson